

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AVRIL 1912.

Projet de loi concernant les cautionnements des comptables de l'État (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. Jos. HOÏOIS.

MESSIEURS,

Comme l'indique l'Exposé des motifs, deux articles de la loi du 15 mai 1846 donnent à l'État, vis-à-vis de ses comptables, des droits qui lui permettent de se couvrir, en tout ou en partie, dans les cas où ils engageraient leur responsabilité vis-à-vis de lui.

Ce sont les articles 9 et 8.

L'article 9 dispose : « Le Trésor public a privilège, conformément à la loi du 15 septembre 1807, sur les biens de tout comptable, caissier, dépositaire ou proposé quelconque chargé d'un maniement des deniers publics. »

L'article 8 dispose : « Aucun titulaire d'un emploi de comptable de deniers publics ne peut être installé dans l'exercice de ses fonctions qu'après avoir justifié de sa prestation de serment et du versement de son cautionnement, dans les formes et devant les autorités à déterminer par les lois et règlements. »

La garantie du cautionnement a paru indispensable — celle du privilège visé à l'article 9 étant, elle, variable et pouvant être ou devenir purement illusoire.

Quoique — ainsi que le signale l'Exposé des motifs — d'autres cautionnements que des cautionnements en numéraire soient aujourd'hui possibles, en fait il n'existe, d'après les renseignements fournis par le Département des Finances, que des cautionnements de cette espèce.

Aux termes de la loi du 15 novembre 1847, article 7, qui a institué la

(1) Projet de loi, n° 65.

(2) La Commission, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Beernaert, Gendebien, Gravis, Harmignie, Hoïois, Petit, Rens.

Caisse des dépôts et consignations, c'est celle-ci qui reçoit, entre autres, « les cautionnements des comptables et d'autres agents des diverses administrations publiques soumises à cette obligation ».

Il va de soi que, dans la mesure tout au moins où les cautionnements sont suffisants comme valeur et où, du reste, le contrôle exercé sur les agissements des agents soumis à l'obligation du cautionnement est assez vigilant pour que leurs engagements éventuels vis-à-vis du Trésor ne dépassent pas le montant de leur cautionnement, ce système donne à la garantie du Trésor, de ce chef, un caractère de sécurité parfaite.

Aussi n'est-ce pas de l'État qu'est venue la pensée de toucher à ce régime, mais des agents qui y sont astreints : ils ne le subissent qu'à contre-cœur.

Cela se comprend d'autant mieux que beaucoup d'entre eux, pour fournir à l'État la garantie-argent qu'il exige d'eux, sont obligés de s'adresser eux-mêmes à des tiers, à des bailleurs de fonds, qui souvent ne leur prêtent les fonds dont ils ont besoin pour constituer leur cautionnement qu'à des conditions très onéreuses, à un intérêt élevé, voire même tout à fait abusif.

Et puis, par ce temps d'organisation d'institutions de crédit mutuel au profit des cultivateurs, des petits bourgeois, etc., etc., le système du cautionnement individuel des agents de l'État a un air marqué d'anachronisme. C'est ce que n'ont pas hésité à faire observer de plus en plus les intéressés.

Leurs instances pour obtenir la substitution du cautionnement mutuel, basé sur le principe de la solidarité, au cautionnement individuel, sont devenues de plus en plus vives. Les discussions et les documents parlementaires de ces dernières années prouvent, d'autre part, que leurs doléances, légitimes, eurent de l'écho dans l'enceinte des Chambres législatives.

Au surplus, l'état des esprits et des choses s'est aussi modifié à l'étranger, en ce même domaine, depuis un certain nombre d'années : en France, en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Suisse, etc.

A l'étranger, il est même arrivé que le principe du cautionnement — collectif comme individuel — s'est trouvé battu en brèche et que le législateur a partagé la manière de voir de ceux qui ne l'admettaient pas.

Ainsi une loi allemande de 20 février 1908 a supprimé (art. 1^{er}) l'obligation du cautionnement auquel les fonctionnaires étaient tenus en vertu de la loi du 2 juin 1869, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires de la Banque impériale (art. 2).

La loi prussienne du 7 mars 1898, qui déjà consacrait la même suppression, maintient cependant l'obligation du cautionnement imposée aux huissiers et aux conservateurs des hypothèques du ressort rhénan (art. 2).

Dans le Wurtemberg, c'est la loi du 28 mars 1899 qui supprima, pour les fonctionnaires de l'État, l'obligation du cautionnement.

En Autriche, ce ne fut qu'en 1903, par la loi du 18 juillet, que fut supprimée l'obligation pour les comptables publics de fournir caution.

Quant à la loi fédérale suisse du 5 octobre 1911, elle édicte « la suppres-

sion des cautionnements des fonctionnaires et des employés de la Confédération » — sauf que les cautionnements du personnel des chemins de fer fédéraux et de la Banque nationale suisse ne sont pas visés par cette loi (le Conseil fédéral ayant estimé que les modifications apportées, en ce qui les concerne, au régime du cautionnement, devraient faire l'objet de dispositions spéciales, édictées par les autorités compétentes de ces deux institutions.)

Dans les Pays-Bas et en France on n'a pas été aussi loin.

Dans les Pays-Bas, la loi du 14 juillet 1898 (*Staatsblad* n° 180) ne règle que « le mode nouveau suivant lequel les employés de l'Etat qui y sont astreints, fournissent cautionnement au profit de l'Etat » : elle remplace le cautionnement collectif par le cautionnement individuel.

Il ne semble pas que jusqu'ici nos voisins du Nord aient eu à se plaindre d'avoir innové en cette matière.

Chez nos voisins du Sud, la situation est présentement la suivante :

L'article 41 de la loi du 26 décembre 1898 dispose :

« Les comptables des deniers publics et autres fonctionnaires, membres d'associations françaises de cautionnement mutuel agréées par le ministre des Finances sont admis à remplacer leur cautionnement par la caution solidaire fournie par leur association en conformité des statuts qui seront préalablement approuvés par le ministre des Finances.

» Celui-ci est autorisé à accepter l'engagement pris par les dites associations de se porter caution solidaire de tous leurs membres présents et futurs jusqu'à concurrence du montant des cautionnements qui leur sont ou seront imposés.

» Le Ministre des Finances est également autorisé :

» 1° A restituer les cautionnements des dits comptables et fonctionnaires;

» 2° A pourvoir au remplacement de leurs cautionnements en numéraire au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor et jusqu'à due concurrence, d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans. »

Et, le 16 janvier 1909, est intervenu un décret du Président de la République, inséré au *Journal officiel* du 19, organisant l'application de l'article 41 de la loi du 26 décembre 1908. Ce décret est fort intéressant, mais trop long pour être reproduit ici.

*
* *

Le Gouvernement, ému des plaintes des agents intéressés, s'est décidé à leur donner satisfaction. Il a préféré — ce en quoi il a bien fait — prendre modèle sur ce qui a été fait dans les Pays-Bas et en France, plutôt que de supprimer tout cautionnement.

La Commission spéciale ne peut, en principe, que le féliciter de l'initiative qu'il a prise.

Nous disons « en principe », parce que, en fait, la restitution de leurs cautionnements aux agents, tout au moins la substitution du cautionnement collectif à leurs cautionnements individuels, doit encore être envisagée au point de vue de son opportunité.

C'est ce que n'a pas perdu de vue, notamment, le législateur français, puisqu'il a autorisé le ministre des Finances « à pourvoir au remplacement des cautionnements en numéraire au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor et jusqu'à due concurrence, d'obligations à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans. »

En réalité, il a autorisé le Ministre des finances à ne restituer qu'au bout de six ans, s'il ne peut le faire plus vite sans léser trop sensiblement l'intérêt du Trésor, les cautionnements individuels en numéraire.

D'autre part, la loi fédérale suisse du 5 octobre 1911 contient l'article suivant : « La restitution des cautionnements et la libération de la société suisse de cautionnement mutuel des engagements qu'elle a contractés en sa qualité de caution collective de ses sociétaires faisant partie de l'administration fédérale auront lieu *après l'expiration d'un délai que fixera le Conseil fédéral.* »

En Allemagne, le délai a été de deux ans, afin « d'éviter l'influence fâcheuse qu'aurait pu exercer sur le cours des obligations d'emprunt émises par l'empire une restitution immédiate de tous les cautionnements ».

Le projet soumis à la Chambre ne renferme aucune disposition de l'espèce — *in terminis* du moins.

Mais bien implicitement : car l'article 5 dispose qu'« un arrêté royal réglera les mesures d'exécution de la présente loi et fixera la date de sa mise en vigueur ». L'article 1 dispose, de son côté, que les associations de cautionnement qui interviendront désormais devront être agréées par arrêté royal — ce qui permettra au ministre compétent de s'entendre avec elles et avec les intéressés sur la question du moment et des conditions du remboursement des cautionnements individuels.

Quoi qu'il en soit, la Commission spéciale a tenu à s'enquérir de ce qui pourrait être à rembourser et de la façon dont cela le serait.

Le rapporteur s'est, en conséquence, adressé à cette fin à M. le Ministre des finances, de qui il a reçu la lettre dont la teneur suit :

» Bruxelles, le 28 mars 1912.

» *Monsieur Hoyoïs, Rapporteur de la section centrale chargée d'examiner le projet de loi concernant les cautionnements des comptables de l'Etat.*

» MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

» J'ai l'honneur de vous faire connaître, en réponse à votre lettre d'hier, que le montant des cautionnements versés en numéraire par les comptables ressortissant à mon Département — agents du trésor, receveurs des contributions directes, des douanes, des accises, receveurs de l'enregistrement, des droits de succession, etc. — est de 9 millions et demi, chiffre rond.

» Ces fonctionnaires sont les seuls qui se soient mis en mouvement et aient songé à créer entre eux une association dans la vue de s'exonérer de la charge

pécuniaire du cautionnement par le moyen de la garantie mutuelle. Les cautionnements des autres comptables de l'Etat — receveurs du chemin de fer, percepteurs des postes et des télégraphes, officiers payeurs de l'armée, etc. — sont minimes, et il n'est point à ma connaissance que ces agents cherchent à s'affranchir de la prestation en numéraire, en s'assujettissant à une obligation d'une forme différente.

» Il n'existe pas de cautionnements constitués autrement qu'en numéraire ; ainsi que l'énonce l'Exposé des motifs du projet de loi, les deux autres modes autorisés n'ont pas été mis en application.

» Lorsque, après le vote de la loi, le groupement nombreux qui s'est formé entre comptables des Finances aura recueilli les adhésions définitives, arrêté ses statuts d'accord avec mon Département et constitué l'association, je négocierai avec celle-ci le remboursement graduel des cautionnements.

» Agréez, je vous prie, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE. »

* * *

L'article 2 du projet dispose que les associations formées en vue de l'objet prévu par le projet — et, pour être plus précis, par son article 1^{er} — « *pourront* » revêtir la forme coopérative. Mais, du rapprochement de l'article 2 et de l'article 1^{er} il résulte que c'est cette forme que les associations dont il s'agit *devront* revêtir.

Il ajoute que ce sera « sans perdre leur caractère civil ».

C'est là chose doublement rationnelle.

D'autant plus que les associations dont il s'agit ne pourront pas avoir d'autre objet que le remplacement, au profit de leurs membres, des versements en numéraire constitutifs de cautionnements individuels de ceux-ci par la caution solidaire de l'association formée entre eux. Et même, pour mieux marquer qu'il en doit être ainsi, la Commission propose de dire, dans le texte de l'article 1^{er}, « association formée entre eux *uniquement* à cette fin ».

C'est ici le lieu de rappeler quelques-unes des dispositions — de la loi du 18 mai 1873 — régissant les sociétés coopératives.

On y lit entre autres choses :

« Article 85. — La société coopérative est celle qui se compose d'associés dont le nombre ou les apports sont variables et dont les parts sont incessibles à des tiers. »

Art. 86. — (4^e alinéa) : « Les associés peuvent s'engager solidairement ou divisément, indéfiniment ou jusqu'à concurrence d'une certaine valeur. »

Art. 88. — (1^{er} alinéa) : « 1° La durée de la société ne peut excéder trente ans. »

ART. 89. — « A défaut de dispositions (dans l'acte constitutif de la société) »

« 2° Les associés peuvent se retirer de la société; ils ne peuvent être exclus que pour inexécution du contrat; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions et autorise les retraits de versements. »

ART. 92. — « Lorsque les statuts donnent aux associés le droit de se retirer, ils ne peuvent donner leur démission que dans les six premiers mois de l'année sociale. »

ART. 96. — « L'associé démissionnaire ou exclu ne peut provoquer la liquidation de la société; il a droit à recevoir sa part telle qu'elle résulte du dernier bilan avant sa démission, dans les délais fixés par les statuts. »

ART. 97. — « En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants recouvrent sa part de la manière et dans le délai déterminés par l'article 96.

« Ils ne peuvent provoquer la liquidation de la société. »

C'est à l'arrêté royal d'agrément à réclamer des sociétés qui se constitueront les garanties nécessaires. On peut espérer qu'il ne laissera rien à désirer sous ce rapport.

* * *

Il ne paraît pas douteux que la forme coopérative soit celle qui convienne le mieux et même la seule qui convienne à une association formée entre fonctionnaires en vue de la garantie mutuelle de leur gestion.

Les articles 1 et 2 du projet de loi sont rédigés dans cette pensée et leur combinaison permet certes au Ministre saisi d'une demande d'agrément d'imposer, au besoin, la forme coopérative. En fait, c'est l'intention des fondateurs de la future société dont, dès à présent, la formation est annoncée, de la lui donner.

Le texte de l'article 2 est emprunté à la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières (art. 11). Voici comment s'explique le mot « pourront » qu'on y rencontre : d'après le droit commun, la forme coopérative est l'une des formes sous lesquelles les sociétés *commerciales* sont reconnues par la loi et acquièrent l'individualité juridique (art. 2 de la loi du 10 mai 1873); il faut donc une disposition dérogatoire au droit commun pour qu'une société *non commerciale* puisse prendre la forme coopérative et bénéficier de la personification civile.

La portée du projet, dans sa forme actuelle, est de permettre au Gouvernement d'agréer, aux fins du cautionnement mutuel, une ou plusieurs associations auxquelles la même loi spéciale permet, par exception, de prendre la forme coopérative.

Cependant, comme il est certain que la forme coopérative sera imposée à l'association ou aux associations éventuelles, mieux vaudrait, à l'article 2, substituer le mot « devront » au mot « pourront ». La véritable

pensée du législateur sera ainsi mieux exprimée. Il va de soi que, en conséquence, le restant du contexte, de l'article 2 devrait être légèrement remanié.

*
* * *

Sous le bénéfice des observations et des amendements ci-dessus, la Commission a adopté le projet de loi à l'unanimité de ses membres et a l'honneur d'en proposer l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

Jos. HOÏVOIS.

Le Président,

HARMIGNIE.

Texte des articles 1 et 2 tels qu'ils ont été amendés
par la Commission spéciale.

ARTICLE PREMIER.

Les préposés de l'État assujettis à l'obligation du cautionnement par l'article 8 de la loi du 15 mai 1846 sont admis à remplacer le versement du montant en numéraire par la caution solidaire d'une association formée entre eux, *uniquement* à cette fin, sous la forme prévue par l'article 2 de la présente loi et agréée par arrêté royal.

ART. 2.

Les associations formées en vue de l'objet prévu par l'article 1^{er} *devront* revêtir la forme coopérative *et se conformer* aux dispositions des sections VI et VIII de la loi du 18 mai 1875 modifiée par celle du 22 mai 1886.

Neanmoins, elles ne perdront pas leur caractère civil.

Tekst der artikelen 1 en 2 zooals deze door de Bijzondere
Commissie werden gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

De Staatsbedienden die, bij artikel 8 der wet van 15 Mei 1846, aan de verplichting tot borgstelling zijn onderworpen, worden toegelaten de storting van het bedrag in geld te vervangen door den hoofdelijken borgeener vereeniging, *enkel* daartoe door hen onderling tot stand gebracht, in den vorm voorzien bij artikel 2 dezer wet en goedgekeurd bij koninklijk besluit.

ART. 2.

De vereenigingen, opgericht met het oog op het onderwerp voorzien bij artikel 1, *moeten* den samenwerkenden vorm aannemen en de bepalingen van de afdeelingen VI en VIII der wet van 18 Mei 1875, gewijzigd door die van 22 Mei 1886, *nakomen*.

Zij verliezen echter niet haar burgerlijk karakter.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 APRIL 1912.

Ontwerp van wet betreffende de borgstelling der rekenplichtigen
van den Staat (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Jos. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

Zooals blijkt uit de Memorie van Toelichting, ontvangt de Staat, door twee artikelen der wet van 15 Mei 1846, rechten tegenover zijne rekenplichtigen, waardoor het hem mogelijk wordt zich geheel of gedeeltelijk te dekken, voor 't geval dat dezen hunne verantwoordelijkheid tegenover hem zouden verpanden.

't Zijn de artikelen 9 en 8.

Artikel 9 bepaalt : « 's Lands Schatkist heeft, overeenkomstig de wet van 15 September 1807, voorrecht op de goederen van elken rekenplichtige, kassier, bewaarnemer of hoegenaamden aangestelde, met eenig bestier over 's Lands penningen belast. »

Artikel 8 bepaalt : « Geen titelvoerder van eene bediening met rekenplichtigheid over 's Lands penningen, mag in de uitoefening van zijn ambt gesteld worden dan na het bewijs te hebben geleverd van zijne cedaflegging en van de storting van zijne zekerheidsstelling, in de vormen en voor de overheden door de wetten en verordeningen te bepalen. »

Daar de waarborg van het voorrecht, bij artikel 9 bedoeld, veranderlijk is en louter nietig kan zijn of worden, scheen de waarborg der zekerheidsstelling onontbeerlijk.

Hoewel — zooals de Memorie van Toelichting vermeldt — er thans andere zekerheidsstellingen mogelijk zijn dan in geld, toch bestaan er feitelijk — volgens de inlichtingen, door het Departement van Financiën verstrekt — slechts soortgelijke zekerheidsstellingen.

Naar luid van artikel 7 der wet van 15 November 1847, waarbij de

(1) Wetsontwerp, n^o 63.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Harmignie, was samengesteld uit de heeren Beernaert, Gendebien, Gravis, Harmignie, Hoÿois, Petit, Rens.

Deposito- en Consignatiekas wordt ingesteld, is het deze die, onder andere, ontvangt : « de zekerheidsstellingen van de rekenplichtigen en van andere agenten der verschillende openbare besturen, welke aan deze verplichting onderworpen zijn. »

Het spreekt van zelf dat, — ten minste in de mate dat de borgtochten eene voldoende waarde bezitten en dat, overigens, het toezicht op de handelingen der agenten, tot zekerheidsstelling verplicht, streng genoeg is opdat hunne mogelijke verbintenissen tegenover de Schatkist het bedrag hunner borgstelling niet overtreffen, — dit stelsel aan den waarborg der Schatkist, uit dien hoofde, een karakter van volkomen veiligheid verleent.

't Kwam dan ook niet in de gedachte van den Staat, dit regiem te veranderen, doch wel in die der agenten welke aan dat regiem onderworpen zijn : zij ondergaan het met tegenzin.

Men verstaat dit des te beter, daar velen onder hen, om aan den Staat den vereischten waarborg in geld te leveren, zich tot derden moeten wenden, tot geldschietters, die hun dikwijls de noodige gelden voor hunne borgstelling slechts leenen onder zeer bezwarende voorwaarden, tegen een hoogen, soms geheel onrechtmatigen interest.

Daarenboven, in dezen tijd van oprichting van onderlinge kredietmaatschappijen ten voordeele van de landbouwers, van de kleineburgers, enz., enz., heeft het stelsel van individueele zekerheidsstelling door de Staatsagenten een bijzonderen zweem van anachronisme. De belanghebbenden lieten niet na, dit meer en meer te doen opmerken.

Zij drongen ook meer en meer aan om de persoonlijke zekerheidsstelling te mogen vervangen door de onderlinge zekerheidsstelling welke gegrond is op het beginsel der solidariteit. Het blijkt, anderdeels, uit de parlementaire handelingen en stukken dezer laatste jaren, dat hunne billijke klachten gehoor vonden in de Wetgevende Kamers.

Voor 't overige, heeft men er, sinds een zeker aantal jaren, ook anders beginnen over te denken in den vreemde : in Frankrijk, Duitschland, Nederland, Zwitserland, enz.

Het gebeurde zelfs in den vreemde, dat het beginsel van de collectieve, evenals van de onderlinge zekerheidsstelling bestreden werd en dat de wetgever de zienswijze deelde van hen, die het niet aannamen.

Zoo heeft een Duitse wet van 20 Februari 1908 (eerste artikel) de verplichting afgeschaft van de zekerheidsstelling welke van de ambtenaren werd vereischt krachtens de wet van 2 Juni 1869, behalve wat betreft de ambtenaren der Keizerlijke Bank (art. 2).

De Pruisische wet van 7 Maart 1898, die reeds dezelfde afschaffing huldigde, behoudt nochtans de verplichting van de zekerheidsstelling voor de deurwaarders en de hypotheekbewaarders van het Rijngebied (art. 2).

In Wurtemberg schafte de wet van 28 Maart 1899 de verplichting van de zekerheidsstelling af voor de Staatsambtenaren.

In Oostenrijk werden de rekenplichtigen van den Staat eerst van die verplichting ontslagen door de wet van 18 Juli 1905.

De Zwitsersche Bondswet van 5 October 1911 schrijft voor, de « afschaffing

van de zekerheidsstellingen der ambtenaren en bedienden van den Bond ». Echter worden de borgstellingen van het personeel der Bondsspoorwegen en der Zwitsersehe Rijksbank door deze wet niet bedoeld, daar de Bondsraad van meening was dat de hen betreffende wijzigingen, in het stelsel van de zekerheidsstelling ingevoerd, het voorwerp moesten zijn van bijzondere bepalingen, door de bevoegde overheden deze beide instellingen te nemen.

In Nederland en in Frankrijk dreef men het niet zoover.

In Nederland regelt de wet van 14 Juli 1898 (*Staatsblad*, n^o 180) slechts « de nieuwe wijze, waarop door de daartoe verplichte Rijksambtenaren ten behoeve van den Staat zekerheid wordt gesteld ».

Zij vervangt de collectieve door de persoonlijke zekerheidsstelling.

Tot nu toe blijkt het niet, dat onze Noorderburen zich moesten beklagen, op dit gebied eene nieuwigheid te hebben ingevoerd.

Bij onze Zuiderburen is de tegenwoordige toestand aldus :

Artikel 41 der wet van 26 December 1898 bepaalt :

« De rekenplichtigen voor de openbare gelden en de overige ambtenaren, leden van door den Minister van Financiën aangenomen vereenigingen tot onderlinge zekerheidsstelling, worden gemachtigd hunne zekerheidsstelling te vervangen door de solidaire borgstelling, door hunne vereenigingen geleverd in overeenstemming met de standregelen die voorafgaandelijk door den Minister van Financiën moeten goedgekeurd worden. Deze is gemachtigd de verbintenis te aanvaarden, door gezegde vereenigingen genomen om zich solidair borg te stellen, voor al hare tegenwoordige en toekomstende leden, tot het bedrag van de som der zekerheidsstellingen welke hun opgelegd zijn of zullen worden.

» De Minister van Financiën is eveneens gemachtigd :

» 1^o De zekerheidsstellingen van genoemde ambtenaren en beambten terug te geven;

» 2^o In het vervangen van hunne zekerheidsstellingen te voorzien door middel van de uitgifte — ten beste van de belangen der Schatkist en tot het noodig bedrag — van schuldbrieven op korten termijn, waarvan de vervaldag niet meer dan zes jaren later mag vallen. »

Op 19 Januari 1909 verscheen in het *Journal officiel* een decreet van den President der Republiek, onder dagteekening van 16 Januari en waar door geregeld wordt de toepassing van artikel 41 der wet van 26 December 1908. Dit decreet is zeer belangwekkend, doch te lang om hier te worden overgenomen.

*
* *

Ontroerd door de klachten van de belanghebbende bedienden, nam de Regeering zich voor, hun voldoening te schenken. Zij verkoos — en daaraan deed zij goed — het voorbeeld te volgen van Nederland en Frankrijk, liever dan elken borgtocht af te schaffen.

De Bijzondere Commissie kan, in beginsel, niet anders dan hem gelukwenschen om het genomen initiatief.

Wij zeggen « in beginsel », omdat, in feite, de teruggave van de borgsom

aan de agenten, of ten minste het vervangen van persoonlijke zekerheidsstelling door de collectieve, nog moet onderzocht worden in het opzicht van de gepastheid er van.

Dit heeft, onder andere, de Fransche wetgever niet uit het oog verloren, daar hij den Minister van Financiën heeft gemachtigd « te voorzien in het vervangen van de borgtochten in geld door middel van de uitgifte — *ten beste van de belangen der Schatkist* en tot het noodig bedrag — *van schuldbrieven op korten termijn*, waarvan den vervaldag niet meer dan zes jaren later mag vallen. »

Werkelijk heeft hij den Minister van Financiën gemachtigd, het bedrag in geld slechts terug te geven na verloop van zes jaren, indien hij dit niet eerder kan doen zonder de belangen der Schatkist te schaden.

De Zwitsersche Bondswet van 5 October 1911 bevat, anderdeels, het volgende artikel : « *Na verloop van een door den Bondsraad te bepalen tijdperk* zullen plaats hebben de teruggave van de borgstellingen en de vrijmaking van de Zwitsersche maatschappij voor onderlinge zekerheidsstelling, wegens de verbintenissen die deze heeft aangegaan in hare hoedanigheid van collectieven borg van hare leden, die deel uitmaken van het Bondsbestuur. »

In Duitschland bedroeg de termijn twee jaren, « ten einde den nadeligen invloed te verhinderen, welke eene onmiddellijke teruggave van al de borgsommen zou gehad hebben op den koers der leeningsobligatiën, door het Keizerrijk uitgegeven. »

Het bij de Kamer aanhangig ontwerp behelst geene enkele soortgelijke bepaling, ten minste *in terminis*.

Doch, zij is daarin opgesloten : want artikel 3 bepaalt, « dat een koninklijk besluit de maatregelen zal treffen om deze wet uit te voeren en den datum zal bepalen waarop zij zal in werking treden ». Van zijnen kant, bepaalt het eerste artikel dat de vereenigingen voor zekerheidsstelling, die voortaan zullen tusschenbeide komen, bij koninklijk besluit moeten toegelaten zijn. Dit zal den bevoegden Minister toelaten, zich met haar en met de belanghebbenden te verstaan over het tijdstip en de voorwaarden van de teruggave der persoonlijke borgstellingen.

Wat er ook van zij, de Bijzondere Commissie hield er aan, zich te vergewissen over hetgeen zou kunnen teruggegeven worden en over de wijze waarop dit zou geschieden.

Daartoe wendde zich de Verslaggever tot den Minister van Financiën, die hem den volgende brief deed geworden :

« Brussel, den 28^e Maart 1912.

» *Aan den heer Hoijois, Verslaggever van de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende de zekerheidsstelling der rekenplichtigen van den Staat.*

» Mijnheer de Verslaggever,

» In antwoord op uwen brief van gisteren, heb ik de eer u te melden, dat de borgtochten, in geld, gestort door de rekenplichtigen van mijn Departement — agenten der Schatkist, ontvangers der rechtstreeksche belastingen, tolbeambten, beambten der accijnzen, ontvangers der registratie- en der successierechten, enz., — in rond getal, 9 millioen en half bedragen.

» Deze ambtenaren zijn de eenigen die eene beweging verwekten en er aan hebben gedacht, onder elkander eene vereeniging te stichten, met het doel zich van den geldelijken last wegens borgstelling vrij te stellen door middel van den onderlingen waarborg. De borgtochten van de overige rekenplichtigen van den Staat — ontvangers bij den spoorweg, post- en telegraafontvangers, betaalofficieren in het leger, enz. — zijn gering, en ik vernam niet dat deze agenten zich van de geldelijke verstrekking trachten te ontslaan door zich aan eene verplichting van een anderen vorm te onderwerpen.

» Er bestaan geene borgtochten dan die in geld. Zooals blijkt uit de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, werden de twee andere geoorloofde wijzen niet in toepassing gebracht.

» Wanneer, na de aanneming der wet, de talrijke groepeerings, onder rekenplichtigen van de Financiën gevormd, voor goed zal aangenomen zijn, hare statuten zal hebben vastgesteld in overeenstemming met mijn Departement en de vereeniging zal hebben opgericht, zal ik met haar onderhandelen over de tragsgewijze teruggave van de borgtochten.

» Gelief, Heer Verslaggever, de verzekering van mijne hoogachting te aanvaarden.

» *De Minister van Financiën,*

» M. LEVIE. »

*
* * *

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de vereenigingen, gesticht in verband met het doel van het ontwerp en (om duidelijker te zijn), van zijn eerste artikel, den samenwerkenden vorm « mogen » aannemen. Uit de vereenigde bepalingen van artikel 2 en van artikel 1 blijkt echter dat de vereenigingen gezegden vorm zullen *moeten* aannemen.

Het voegt er bij, dat dit zal gebeuren « zonder dat zij haar burgerrechtelijk karakter verliest ».

Dit is op dubbele wijze redematig.

Temeer, daar de bedoelde vereenigingen geen ander voorwerp mogen hebben dan, ten voordeele harer leden, stortingen in geld, als persoonlijke borgstellingen door hen gedaan, te vervangen door den hoofdelijken borgtocht van de onder hen gevormde vereeniging. Zelfs, om beter aan te toonen dat het aldus moet geschieden, stelt de Commissie voor, in artikel 1, de volgende woorden in te lassen: « eener vereeniging, *enkel* daartoe door hen onderling tot stand gebracht. »

Het past hier, eenige bepalingen van de wet van 18 Mei 1873 betreffende de samenwerkende maatschappijen in herinnering te brengen :

Men leest er onder meer :

« ARTIKEL 85. — De samenwerkende maatschappij is deze, welke bestaat uit deelgenooten wier getal of inbreng veranderlijk zijn en wier aandeelen niet kunnen afgestaan worden aan derden. »

« ART. 86 (4^e alinea). — De deelgenooten kunnen zich hoofdelijk of afzonderlijk, onbepaaldelijk of tot een bedrag van een zekere waarde verbinden. »

» ART. 88 (1^e alinea). — « 1^o De tijdduur van de maatschappij kan dertig jaren niet te boven gaan. »

» ART. 89. — « Bij gebreke » van bepalingen (in de oprichtingsakte der maatschappij)...

» 2^o Kunnen de deelgenooten zich uit de maatschappij terugtrekken; zij kunnen slechts worden uitgesloten dan wegens niet-voltrekking van de overeenkomst; de algemeene vergadering beslist over de uitsluitingen en de aannemingen en machtigt de terugnemingen van stortingen. »

» ART. 92. — « Wanneer de statuten aan de deelgenooten het recht geven zich uit de maatschappij terug te trekken, kunnen zij hun ontslag niet geven dan binnen de zes maanden van het maatschappelijk jaar. »

» ART. 96. — « De ontslaggevende of buitengesloten deelgenoot kan de vereffening van de maatschappij niet uitlokken; hij heeft recht op zijn aandeel, bepaald volgens de laatste balans die aan zijn ontslag voorafgaat, en binnen den termijn door de statuten bepaald. »

» ART. 97. — « In geval van overlijden, van faillietverklaring, van volkomen ondergang of plaatsing onder curatele van den deelgenoot, ontvangen zijne erfgenamen, schuldeischers of vertegenwoordigers zijn aandeel op de wijze en binnen den termijn bij artikel 96 bepaald. »

» Zij kunnen de vereffening der maatschappij niet uitlokken. »

Het koninklijk besluit tot aanneming moet van de maatschappijen, die worden opgericht, de noodige waarborgen eischen. Men moet hopen dat het, in dit opzicht, niets zal te wenschen overlaten.

* * *

Het schijnt niet te betwijfelen dat de samenwerkende vorm de meest geschikte, ja zelfs de eenige geschikte is voor een bond onder ambtenaren ter gebeurlijke waarborging van hun beheer.

De artikelen 1 en 2 van het wetsontwerp zijn door die gedachte ingegeven en hunne samenvoeging laat voorzeker den Minister, wien om goedkeuring

wordt gevraagd, toe desnoods den cooperatieven vorm op te leggen. Feite-lijk ligt tot in de bedoeling van de stichters (der toekomstige maatschappij, welker stichting van nu af aangekondigd is, haar dien vorm te geven.

De tekst van artikel 2 is ontleend aan de wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen (art. 11). Zichier den zin van het woord « kunnen » dat daarin voorkomt volgens het gemeene recht, is de samenwerkende vorm een der vormen onder welke de *handels* vennootschappen door de wet worden erkend en rechtspersoonlijkheid verwerven (art. 2 der wet van 10 Mei 1875); er hoeft dus eene bepaling, die inbreuk maakt op het gemeene recht, opdat eene *niet commercieele* maatschappij den samenwerkenden vorm kunne aan-nemen en rechtspersoonlijkheid bekomen.

Het doel van het ontwerp, in zijn huidige vorm, is aan de Regeering toe te laten, met het oog op onderlinge zekerheidstelling, eene of meer maat-schappijen aan te nemen, waaraan dezelfde bijzondere wet, bij uitzondering toelaat den cooperatieven vorm aan te nemen.

Nochtans, daar die vorm ongetwijfeld zal opgelegd worden aan de gebeurlijke maatschappij of maatschappijen, ware het beter in artikel 2 het woord « kunnen » door het woord « moeten » te vervangen. Zoo zal de eigenlijke gedachte van den wetgever beter zijn uitgedrukt. Het spreekt van zelf dat bijgevolg, het overige van artikel 2 wat gewijzigd moet worden.

*
* *

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen en van onderstaand amendement, nam de Commissie het wetsontwerp eenstemmig aan; zij heeft de eer de Kamer te verzoeken het goed te keuren.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

HARMIGNIE.

Texte des articles 1 et 2 tels qu'ils ont été amendés
par la Commission spéciale.

ARTICLE PREMIER.

Les préposés de l'État assujettis à l'obligation du cautionnement par l'article 8 de la loi du 15 mai 1846 sont admis à remplacer le versement du montant en numéraire par la caution solidaire d'une association formée entre eux, *uniquement* à cette fin, sous la forme prévue par l'article 2 de la présente loi et agréée par arrêté royal.

Tekst der artikelen 1 en 2 zooals deze door de Bijzondere
Commissie werden gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

De Staatsbedienden die, bij arti-kel 8 der wet van 15 Mei 1846, aan de verplichting tot borgstelling zijn onderworpen, worden toegelaten de storting van het bedrag in geld te vervangen door den hoofdelijken borgcener vereeniging, *enkel* daartoe door hen onderling tot stand ge-bracht, in den vorm voorzien bij arti-kel 2 dezer wet en goedgekeurd bij koninklijk besluit.

ART. 2.

Les associations formées en vue de l'objet prévu par l'article 1^{er} *devront* revêtir la forme coopérative *et se conformer* aux dispositions des sections VI et VIII de la loi du 18 mai 1873 modifiée par celle du 22 mai 1886.

Neanmoins, elles ne perdront pas leur caractère civil.

ART. 2.

De vereenigingen, opgericht met het oog op het onderwerp voorzien bij artikel 1, *moeten* den samenwerkenden vorm aannemen en de bepalingen van de afdeelingen VI en VIII der wet van 18 Mei 1873, gewijzigd door die van 22 Mei 1886, *nakomen*.

Zij verliezen echter niet haar burgerlijk karakter.
